ASSEMBLÉE NATIONALE

12 décembre 2021

EN FAVEUR DE L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE INDÉPENDANTE - (N° 4612)

Adopté

AMENDEMENT

N° 112

présenté par

Mme Verdier-Jouclas, rapporteure

ARTICLE 9 BIS

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les travailleurs indépendants ont la possibilité de souscrire des assurances privées contre le risque de perte d'emploi subie. Ces contrats, dont la souscription est facultative et souvent coûteuse, restent peu connus de ces travailleurs. Les offres de ces contrats et les garanties associées sont diverses.

L'article 9 *bis* introduit par le Sénat crée toutefois une obligation trop large pour les institutions et établissements étant en contact avec les travailleurs indépendants à un stade ou à un autre de leur activité.

Cette nouvelle obligation ne va pas dans le sens de la simplification recherchée, et le caractère public de la délivrance de cette information entre en contradiction avec le caractère privé de ces assurances dont la souscription reste volontaire. Les instances publiques ne semblent pas être les organismes sur qui faire peser une telle obligation, qui engendrerait une charge de travail et une potentielle charge financière supplémentaire à leur niveau.